



Paris, le jeudi 5 juin 2014 15:00

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les salariés des 35 organismes associés et des opérateurs satellites de la Région Île-de-France sont devenus presque aussi nombreux que les fonctionnaires du siège.

Des agents qui ne sont pas des agents publics gèrent ou participent à la gestion du service public.

Et la collectivité publique, la Région Île-de-France, devient chargée de la logistique de missions réellement exercées par des officines. Par exemple, par délibération n°48-12 du 28 juin 2012, dans son article 7.2, il a été décidé une procédure conjointe d'instruction entre les services de la Région et ceux du Comité Régional du Tourisme.

L'exécutif régional présidé par Jean-Paul HUCHON a donc un bilan clair où le service public est démantelé au travers de structures qui font régulièrement la une des médias, que ce soit *Le lieu du Design*, le CRIPS ou le Comité Régional du Tourisme (1).

Plus encore, par jugement devenu définitif en date du 26 décembre 2013 (2), la Région Île-de-France a été condamnée pour excès de pouvoir pour avoir mis fin de façon anticipée à un détachement. C'est un véritable "système" auquel il vient d'être mis un terme (3) : cette décision a participé au violent licenciement de la Directrice du centre francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes, dit centre Hubertine Auclert, pour des raisons que nous considérons comme exclusivement politiques.

Alors que s'ouvre un débat sur l'Acte III de la décentralisation, portant sur les structures pertinentes et les pouvoirs pertinents, le syndicat **FA-FPT / SYNPER IDF** rappelle que le service public est porté par des femmes et des hommes, dans le cadre d'un statut qui les protège de l'arbitraire. Alors que les négociations sur le statut des fonctionnaires s'organisent, il est temps de renforcer ce statut en y intégrant une protection des donneurs d'alertes, en reconnaissant le délit d'entrave et en protégeant les acquis sociaux en cas de transferts de personnels par un socle social garanti, cette dernière revendication étant portée par notre fédération nationale, la **FA-FP**.

Contact presse :

Vincent CALLIES,
Président du syndicat
FA-FPT / SYNPER IDF
06.16.94.27.97

(1) - Canard Enchaîné, 02 octobre 2013 *Tourisme oeucuménique* ; article faisant référence à la démission du directeur général du CRT "pour amadouer les magistrats".

- Canard Enchaîné n°4791, 22 août 2012, *Une machine à piston pour les élus franciliens et leur famille* Evoquant les recrutements au CRT.

- Le Figaro, 14 octobre 2012, *Florence Lamblin, une architecte écolo très discrète* ; article évoquant le Lieu du Design

- www.atlantico.fr, 15 octobre 2012, *Affaire Lamblin, le scandale dans le scandale*

- Le Canard enchaîné, 3 juillet 2013, *La lutte contre le sida est une fête*, - www.observatoiredessubventions.com, Les gaspillages du CRIPS.

(2) TA de Paris n°1214533 et 1218041 du 26 décembre 2013

(3) L'article *Enquête sur le "système Huchon" en Ile-de-France*, le Monde 11 décembre 2012 indique que "La région Ile-de-France détient la palme des organismes satellites."

Siège social : 33 rue Barbet de Jouy 75007 PARIS

Adresse administrative (local syndical) : 115 rue du Bac 75007 PARIS. 5^{ème} étage. Bureau 531

Téléphone : 01.53.85.60.66 Télécopie : 01.53.85.57.80 www.synper.org info@synper.org

N° SIREN 519 621 197 N° SIRET 519 621 197 00010